



**Conseil Économique
et Social**

Distr.
GÉNÉRALE

E/CN.4/2001/87
11 décembre 2000

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquante-septième session
Point 17 a) de l'ordre du jour provisoire

PROMOTION ET PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME

ÉTAT DES PACTES INTERNATIONAUX RELATIFS AUX DROITS DE L'HOMME

Rapport du Secrétaire général

1. Par sa résolution 2200 A (XXI) du 16 décembre 1966, l'Assemblée générale a adopté et ouvert à la signature, à la ratification et à l'adhésion le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques ainsi que le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.
2. Les deux Pactes et le Protocole facultatif ont été ouverts à la signature à New York le 19 décembre 1966. Conformément à leurs dispositions respectives¹ le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels est entré en vigueur le 3 janvier 1976 et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques le 23 mars 1976 tandis que le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, ayant reçu le nombre de ratifications ou d'adhésions requis, est entré en vigueur en même temps que ce dernier, le 23 mars 1976.
3. Par sa résolution 44/128 du 15 décembre 1989, l'Assemblée générale a adopté et ouvert à la signature, à la ratification et à l'adhésion le deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort, et a invité tous les gouvernements qui étaient en mesure de le faire à envisager de signer et de ratifier le deuxième Protocole facultatif ou d'y adhérer.

4. Le deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques est entré en vigueur le 11 juillet 1991, trois mois après la date du dépôt auprès du Secrétaire général du dixième instrument de ratification ou d'adhésion².

5. Dans sa résolution 2000/67 du 26 avril 2000, la Commission des droits de l'homme a, entre autres dispositions, demandé instamment à tous les États qui ne l'ont pas encore fait de devenir parties au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et au Pacte international relatif aux droits civils et politiques et d'adhérer au Protocole facultatif au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, ainsi que de faire la déclaration prévue à l'article 41 de ce pacte; a invité la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme à redoubler d'efforts pour encourager de façon systématique les États à devenir parties aux Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et à recourir au programme de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme pour aider ceux qui en feraient la demande à les ratifier ou à y adhérer; a encouragé les États parties qui souhaitent émettre des réserves au sujet des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme à envisager de limiter la portée desdites réserves, à les formuler de façon aussi précise et circonscrite que possible et à veiller à ce qu'aucune d'entre elles ne soit incompatible avec l'objet et le but de l'instrument visé ou contraire de quelque autre manière au droit international. La Commission a également insisté sur le fait qu'il importe d'éviter l'érosion des droits de l'homme qu'entraînent les dérogations et a souligné la nécessité, pour les États parties, d'observer strictement les conditions et procédures de dérogation prévues à l'article 4 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, ainsi que de fournir des informations aussi détaillées que possible pendant les états d'urgence afin qu'il soit possible de déterminer si les mesures qu'ils ont prises en l'occurrence sont justifiées et appropriées. La Commission a en outre prié instamment les États parties de s'acquitter dans les délais de l'obligation de présenter des rapports qui leur incombe en vertu des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et d'utiliser dans leurs rapports des données ventilées par sexe; elle les a également priés instamment de tenir dûment compte, dans l'application des dispositions des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, des observations formulées à l'issue de l'examen de leurs rapports par le Comité des droits de l'homme et le Comité des droits économiques, sociaux et culturels. La Commission a prié le Secrétaire général de veiller à ce que le Haut-Commissariat aux droits de l'homme aide le Comité des droits de l'homme et le Comité des droits économiques, sociaux et culturels à s'acquitter de leurs mandats respectifs, notamment en mettant à leur disposition du personnel du secrétariat dans la mesure nécessaire. Elle a en outre prié le Secrétaire général de lui présenter, à sa cinquante-septième session, un rapport sur l'état des Pactes internationaux et des Protocoles facultatifs au Pacte international relatif aux droits civils et politiques³.

6. Au 15 novembre 2000, 143 États avaient ratifié le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels ou y avaient adhéré; 148 États avaient ratifié le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et y avaient adhéré; 97 États avaient ratifié le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques ou y avaient adhéré; 44 États avaient ratifié le deuxième Protocole facultatif se rapportant audit Pacte ou y avaient adhéré.

7. Lors de la ratification du Pacte international relatif aux droits civils et politiques ou ultérieurement, 47 États ont fait la déclaration visée à l'article 41 du Pacte, par laquelle ils reconnaissent la compétence du Comité des droits de l'homme institué en application de l'article 28 dudit Pacte pour recevoir et examiner les communications dans lesquelles un État partie prétend qu'un autre État partie ne s'acquitte pas de ses obligations au titre du Pacte. Les dispositions de l'article 41 sont entrées en vigueur le 28 mars 1979 conformément au paragraphe 2 de cet article. Aucune communication entre États au titre de l'article 41 du Pacte n'avait été enregistrée à la date à laquelle le présent rapport a été établi.

8. En vertu du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, les particuliers qui estiment être victimes de violations de l'un quelconque des droits qui leur sont reconnus par le Pacte et qui ont épuisé tous les recours internes disponibles peuvent présenter une communication écrite au Comité pour qu'il l'examine. À la date à laquelle le présent rapport a été établi, le Comité avait enregistré plus de 950 communications et adopté des décisions finales sur le fond (des "constatations" au titre du paragraphe 4 de l'article 5 du Protocole facultatif) concernant 354 d'entre elles.

9. Depuis le précédent rapport à la Commission des droits de l'homme (E/CN.4/2000/89), le Comité des droits de l'homme a adopté une observation générale sur l'égalité des droits entre hommes et femmes (art. 3 du Pacte). Il examine actuellement un projet d'observation générale sur les dérogations et les états d'urgence (art. 4). Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels a adopté, à sa vingt-deuxième session (25 avril – 12 mai 2000), une Observation générale No 14 sur le droit au meilleur état de santé susceptible d'être atteint (E/C.12/2000/4)

10. On trouvera dans les annexes I et II du présent document la liste des États parties aux Pactes et aux Protocoles facultatifs ainsi que les dates de la ratification, de l'adhésion ou de la succession et les dates d'entrée en vigueur de ces instruments pour chaque État.

Notes

¹ Art. 27 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, art. 49 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et art. 9 du Protocole facultatif.

² Conformément à l'article 8 du deuxième Protocole facultatif.

³ Pour le texte des réserves, déclarations, notifications et objections concernant le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, voir le document E/C.12/1993/3/Rev.4 du 5 août 1999; concernant le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et les Protocoles facultatifs s'y rapportant, consulter le site Web du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (www.unhchr.ch).

Annexe I

ÉTATS PARTIES AU PACTE INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS
ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS : SITUATION
AU 15 NOVEMBRE 2000 (143)

<u>État partie</u>	<u>Date de réception de l'instrument de ratification d'adhésion^a ou de succession^b</u>	<u>Date d'entrée en vigueur</u>
Afghanistan	24 janvier 1983 ^a	24 avril 1983
Albanie	4 octobre 1991 ^a	4 janvier 1992
Algérie	12 septembre 1989	12 décembre 1989
Allemagne	17 décembre 1973	3 janvier 1976
Angola	10 janvier 1992 ^a	10 avril 1992
Argentine	8 août 1986	8 novembre 1986
Arménie	13 septembre 1993	13 décembre 1993
Australie	10 décembre 1975	10 mars 1976
Autriche	10 septembre 1978	10 décembre 1978
Azerbaïdjan	13 août 1992 ^a	13 novembre 1992
Bangladesh	5 octobre 1998 ^a	5 janvier 1999
Barbade	5 janvier 1973 ^a	3 janvier 1976
Bélarus	12 novembre 1973	3 janvier 1976
Belgique	21 avril 1983	21 juillet 1983
Bénin	12 mars 1992 ^a	12 juin 1992
Bolivie	12 août 1982 ^a	12 novembre 1982
Bosnie-Herzégovine	1er septembre 1993 ^b	6 mars 1992
Brésil	24 janvier 1992 ^a	24 avril 1992
Bulgarie	21 septembre 1970	3 janvier 1976
Burkina Faso	4 janvier 1999 ^a	4 avril 1999
Burundi	9 mai 1990 ^a	9 août 1990
Cambodge	26 mai 1992 ^a	26 août 1992
Cameroun	27 juin 1984 ^a	27 septembre 1984
Canada	19 mai 1976 ^a	19 août 1976
Cap-Vert	6 août 1993 ^a	6 novembre 1993
Chili	10 février 1972	3 janvier 1976
Chypre	2 avril 1969	3 janvier 1976
Colombie	29 octobre 1969	3 janvier 1976
Congo	5 octobre 1983 ^a	5 janvier 1984
Costa Rica	29 novembre 1968	3 janvier 1976

<u>État partie</u>	<u>Date de réception de l'instrument de ratification d'adhésion^a ou de succession^b</u>	<u>Date d'entrée en vigueur</u>
Côte d'Ivoire	26 mars 1992 ^a	26 juin 1992
Croatie	8 octobre 1991 ^b	8 octobre 1991
Danemark	6 janvier 1972	3 janvier 1976
Dominique	17 juin 1993 ^a	17 septembre 1993
Égypte	14 janvier 1982	14 avril 1982
El Salvador	30 novembre 1979	29 février 1980
Équateur	6 mars 1969	3 janvier 1976
Érythrée	20 janvier 1999	20 avril 1999
Espagne	27 avril 1977	27 juillet 1977
Estonie	21 octobre 1991 ^a	21 janvier 1992
Éthiopie	11 juin 1993 ^a	11 septembre 1993
Ex-République yougoslave de Macédoine	18 janvier 1994 ^b	17 septembre 1991
Fédération de Russie	16 octobre 1973	3 janvier 1976
Finlande	19 août 1975	3 janvier 1976
France	4 novembre 1980 ^a	4 février 1981
Gabon	21 janvier 1983 ^a	21 avril 1983
Gambie	29 décembre 1978 ^a	29 mars 1979
Géorgie	3 mai 1994 ^a	3 août 1994
Ghana	7 septembre 2000	7 décembre 2000
Grèce	16 mai 1985 ^a	16 août 1985
Grenade	6 septembre 1991 ^a	6 décembre 1991
Guatemala	19 mai 1988 ^a	19 août 1988
Guinée	24 janvier 1978	24 avril 1978
Guinée-Bissau	2 juillet 1992 ^a	2 octobre 1992
Guinée équatoriale	25 septembre 1987 ^a	25 décembre 1987
Guyana	15 février 1977	17 mai 1977
Honduras	17 février 1981 ^a	17 mai 1981
Hongrie	17 janvier 1974	3 janvier 1976
Îles Salomon	17 mars 1982 ^b	17 mars 1982
Inde	10 avril 1979 ^a	10 juillet 1979

<u>État partie</u>	<u>Date de réception de l'instrument de ratification d'adhésion^a ou de succession^b</u>	<u>Date d'entrée en vigueur</u>
Iran (République islamique d')	24 juin 1975	3 janvier 1976
Iraq	25 janvier 1971	3 janvier 1976
Irlande	8 décembre 1989	8 mars 1990
Islande	22 août 1979	22 novembre 1979
Israël	3 octobre 1991	3 janvier 1992
Italie	15 septembre 1978	15 décembre 1978
Jamahiriya arabe libyenne	15 mai 1970 ^a	3 janvier 1976
Jamaïque	3 octobre 1975	3 janvier 1976
Japon	21 juin 1979	21 septembre 1979
Jordanie	28 mai 1975	3 janvier 1976
Kenya	1er mai 1972 ^a	3 janvier 1976
Kirghizistan	7 octobre 1994	7 janvier 1995
Koweït	21 mai 1996 ^a	21 août 1996
Lesotho	9 septembre 1992 ^a	9 décembre 1992
Lettonie	14 avril 1992 ^a	14 juillet 1992
Liban	3 novembre 1972 ^a	3 janvier 1976
Liechtenstein	10 décembre 1998 ^a	10 mars 1999
Lituanie	20 novembre 1991 ^a	20 février 1992
Luxembourg	18 août 1983	18 novembre 1983
Madagascar		
Malawi	22 décembre 1993 ^a	22 mars 1994
Mali	16 juillet 1974 ^a	3 janvier 1976
Malte	13 septembre 1990	13 décembre 1990
Maroc	3 mai 1979	3 août 1979
Maurice	12 décembre 1973 ^a	3 janvier 1976
Mexique	23 mars 1981 ^a	23 juin 1981
Monaco	28 août 1997	28 novembre 1997
Mongolie	18 novembre 1974	3 janvier 1976
Namibie	22 décembre 1993 ^a	22 mars 1994
Népal	14 mai 1991 ^a	14 août 1991
Nicaragua	12 mars 1980 ^a	12 juin 1980
Niger	7 mars 1986 ^a	7 juin 1986
Nigéria	29 juillet 1993 ^a	29 octobre 1993
Norvège	13 septembre 1972	3 janvier 1976
Nouvelle-Zélande	28 décembre 1978	28 mars 1979

<u>État partie</u>	<u>Date de réception de l'instrument de ratification d'adhésion^a ou de succession^b</u>	<u>Date d'entrée en vigueur</u>
Ouganda	21 janvier 1987 ^a	21 avril 1987
Ouzbékistan	28 septembre 1995	28 décembre 1995
Panama	8 mars 1977	8 juin 1977
Paraguay	10 juin 1992 ^a	10 septembre 1992
Pays-Bas	11 décembre 1978	11 mars 1979
Pérou	28 avril 1978	28 juillet 1978
Philippines	7 juin 1974	3 janvier 1976
Pologne	18 mars 1977	18 juin 1977
Portugal	31 juillet 1978	31 octobre 1978
République arabe syrienne	21 avril 1969 ^a	3 janvier 1976
République centrafricaine	8 mai 1981 ^a	8 août 1981
République démocratique du Congo	1er novembre 1996 ^a	1er février 1997
République de Corée	10 avril 1990 ^a	10 juillet 1990
République de Moldova	26 janvier 1993 ^a	26 avril 1993
République dominicaine	4 janvier 1978 ^a	4 avril 1978
République populaire démocratique de Corée	14 septembre 1981 ^a	14 décembre 1981
République tchèque	22 février 1993 ^b	1er janvier 1993
République-Unie de Tanzanie	11 juin 1976 ^a	11 septembre 1976
Roumanie	9 décembre 1974	3 janvier 1976
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	20 mai 1976	20 août 1976
Rwanda	16 avril 1975 ^a	3 janvier 1976
Saint-Marin	18 octobre 1985 ^a	18 janvier 1986
Saint-Vincent-et-les Grenadines	9 novembre 1981 ^a	9 février 1982
Sénégal	13 février 1978	13 mai 1978
Seychelles	5 mai 1992 ^a	5 août 1992
Sierra Leone	23 août 1996 ^a	23 novembre 1996
Slovaquie	28 mai 1993 ^b	1er janvier 1993
Slovénie	6 juillet 1992 ^a	6 juillet 1992
Somalie	24 janvier 1990 ^a	24 avril 1990
Soudan	18 mars 1986 ^a	18 juin 1986

<u>État partie</u>	<u>Date de réception de l'instrument de ratification d'adhésion^a ou de succession^b</u>	<u>Date d'entrée en vigueur</u>
Sri Lanka	11 juin 1980 ^a	11 septembre 1980
Suède	6 décembre 1971	3 janvier 1976
Suisse	18 juin 1992 ^a	18 septembre 1992
Suriname	28 décembre 1976 ^a	28 mars 1977
Tadjikistan	4 janvier 1999 ^a	4 avril 1999
Tchad	9 juin 1995 ^a	9 septembre 1995
Thaïlande	5 septembre 1999	5 décembre 1999
Togo	24 mai 1984 ^a	24 août 1984
Trinité-et-Tobago	8 décembre 1978 ^a	21 mars 1979
Tunisie	18 mars 1969	3 janvier 1976
Turkménistan	1er mai 1997 ^a	1er août 1997
Ukraine	12 novembre 1973	3 janvier 1976
Uruguay	1er avril 1970	3 janvier 1976
Venezuela	10 mai 1978	10 août 1978
Viet Nam	24 septembre 1982 ^a	24 décembre 1982
Yémen	9 février 1987 ^a	9 mai 1987
Yougoslavie	2 juin 1971	3 janvier 1976
Zambie	10 avril 1984 ^a	10 juillet 1984
Zimbabwe	13 mai 1991 ^a	13 août 1991

Outre les États parties ci-dessus, le Pacte continue de s'appliquer à la Région administrative spéciale de Hong Kong, République populaire de Chine.

Annexe II

ÉTATS PARTIES AU PACTE INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS CIVILS
ET POLITIQUES ET AUX PROTOCOLES FACULTATIFS, ET ÉTATS QUI ONT
FAIT LA DÉCLARATION PRÉVUE À L'ARTICLE 41 DU PACTE :
SITUATION AU 15 NOVEMBRE 2000

A. Pacte international relatif aux droits civils et politiques (148)

<u>État partie</u>	<u>Date de réception de l'instrument de ratification, d'adhésion ou de succession</u>	<u>Date d'entrée en vigueur</u>
Afghanistan	24 janvier 1983 ^a	24 avril 1983
Afrique du Sud	10 décembre 1998 ^a	10 mars 1999
Albanie	4 octobre 1991 ^a	4 janvier 1992
Algérie	12 septembre 1989	12 décembre 1989
Allemagne	17 décembre 1973	23 mars 1976
Angola	10 janvier 1992 ^a	10 avril 1992
Argentine	8 août 1986	8 novembre 1986
Arménie	23 juin 1993 ^a	^b
Australie	13 août 1980	13 novembre 1980
Autriche	10 septembre 1978	10 décembre 1978
Azerbaïdjan	13 août 1992 ^a	^b
Bangladesh	6 septembre 2000 ^a	6 décembre 2000
Barbade	5 janvier 1973 ^a	23 mars 1976
Bélarus	12 novembre 1973	23 mars 1976
Belgique	21 avril 1983	21 juillet 1983
Belize	10 juin 1996 ^a	10 septembre 1996
Bénin	12 mars 1992 ^a	12 juin 1992
Bolivie	12 août 1982 ^a	12 novembre 1982
Bosnie-Herzégovine	1er septembre 1993 ^c	6 mars 1992
Botswana		
Brésil	24 janvier 1992 ^a	24 avril 1992
Bulgarie	21 septembre 1970	23 mars 1976
Burkina Faso	4 janvier 1999 ^a	4 avril 1999
Burundi	9 mai 1990 ^a	9 août 1990
Cambodge	26 mai 1992 ^a	26 août 1992

<u>État partie</u>	<u>Date de réception de l'instrument de ratification, d'adhésion ou de succession</u>	<u>Date d'entrée en vigueur</u>
Cameroun	27 juin 1984 ^a	27 septembre 1984
Canada	19 mai 1976 ^a	19 août 1976
Cap-Vert	6 août 1993 ^a	6 novembre 1993
Chili	10 février 1972	23 mars 1976
Chypre	2 avril 1969	23 mars 1976
Colombie	29 octobre 1969	23 mars 1976
Congo	5 octobre 1983 ^a	5 janvier 1984
Costa Rica	29 novembre 1968	23 mars 1976
Côte d'Ivoire	26 mars 1992 ^a	26 juin 1992
Croatie	12 octobre 1992 ^c	8 octobre 1991
Danemark	6 janvier 1972	23 mars 1976
Dominique	17 juin 1993 ^a	17 septembre 1993
Égypte	14 janvier 1982	14 avril 1982
El Salvador	30 novembre 1979	29 février 1980
Équateur	6 mars 1969	23 mars 1976
Espagne	27 avril 1977	27 juillet 1977
Estonie	21 octobre 1991 ^a	21 janvier 1992
États-Unis d'Amérique	8 juin 1992	8 septembre 1992
Éthiopie	11 juin 1993 ^a	11 septembre 1993
Ex-République yougoslave de Macédoine	17 septembre 1991 ^c	17 septembre 1991
Fédération de Russie	16 octobre 1973	23 mars 1976
Finlande	19 août 1975	23 mars 1976
France	4 novembre 1980 ^a	4 février 1981
Gabon	21 janvier 1983 ^a	21 avril 1983
Gambie	22 mars 1979 ^a	22 juin 1979
Géorgie	3 mai 1994 ^a	b
Ghana	7 septembre 2000	7 décembre 2000
Grèce	5 mai 1997 ^a	5 août 1997
Grenade	6 septembre 1991 ^a	6 décembre 1991
Guatemala	6 mai 1992 ^a	5 août 1992

<u>État partie</u>	<u>Date de réception de l'instrument de ratification, d'adhésion ou de succession</u>	<u>Date d'entrée en vigueur</u>
Guinée	24 janvier 1978	24 avril 1978
Guinée équatoriale	25 septembre 1987 ^a	25 décembre 1987
Guyana	15 février 1977	15 mai 1977
Haïti	6 février 1991 ^a	6 mai 1991
Honduras	25 août 1997	25 novembre 1997
Hongrie	17 janvier 1974	23 mars 1976
Inde	10 avril 1979 ^a	10 juillet 1979
Iran (République islamique d')	24 juin 1975	23 mars 1976
Iraq	25 janvier 1971	23 mars 1976
Irlande	8 décembre 1989	8 mars 1990
Islande	22 août 1979	22 novembre 1979
Israël	3 octobre 1991 ^a	3 janvier 1992
Italie	15 septembre 1978	15 décembre 1978
Jamahiriya arabe libyenne	15 mai 1970 ^a	23 mars 1976
Jamaïque	3 octobre 1975	23 mars 1976
Japon	21 juin 1979	21 septembre 1979
Jordanie	28 mai 1975	23 mars 1976
Kazakhstan ^d		
Kenya	1er mai 1972 ^a	23 mars 1976
Kirghizistan	7 octobre 1994 ^a	^b
Koweït	21 mai 1996 ^a	21 août 1996
Lesotho	9 septembre 1992 ^a	9 décembre 1992
Lettonie	14 avril 1992 ^a	14 juillet 1992
Liban	3 novembre 1972 ^a	23 mars 1976
Liechtenstein	10 décembre 1998 ^a	10 mars 1999
Lituanie	20 novembre 1991 ^a	20 février 1992
Luxembourg	18 août 1983	18 novembre 1983
Madagascar	21 juin 1971	23 mars 1976
Malawi	22 décembre 1993 ^a	22 mars 1994
Mali	16 juillet 1974 ^a	23 mars 1976
Malte	13 septembre 1990 ^a	13 décembre 1990
Maroc	3 mai 1979	3 août 1979
Maurice	12 décembre 1973 ^a	23 mars 1976
Mexique	23 mars 1981 ^a	23 juin 1981
Monaco	28 août 1997	28 novembre 1997

<u>État partie</u>	<u>Date de réception de l'instrument de ratification, d'adhésion ou de succession</u>	<u>Date d'entrée en vigueur</u>
Mongolie	18 novembre 1974	23 mars 1976
Mozambique	21 juillet 1993 ^a	21 octobre 1993
Namibie	28 novembre 1994 ^a	28 février 1995
Népal	14 mai 1991	14 août 1991
Nicaragua	12 mars 1980 ^a	12 juin 1980
Niger	7 mars 1986 ^a	7 juin 1986
Nigéria	29 juillet 1993 ^a	29 octobre 1993
Norvège	13 septembre 1972	23 mars 1976
Nouvelle-Zélande	28 décembre 1978	28 mars 1979
Ouganda	21 juin 1995 ^a	21 septembre 1995
Ouzbékistan	28 septembre 1995	^b
Panama	8 mars 1977	8 juin 1977
Paraguay	10 juin 1992 ^a	10 septembre 1992
Pays-Bas	11 décembre 1978	11 mars 1979
Pérou	28 avril 1978	28 juillet 1978
Philippines	23 octobre 1986	23 janvier 1987
Pologne	18 mars 1977	18 juin 1977
Portugal	15 juin 1978	15 septembre 1978
République arabe syrienne	21 avril 1969 ^a	23 mars 1976
République centrafricaine	8 mai 1981 ^a	8 août 1981
République de Corée	10 avril 1990 ^a	10 juillet 1990
République démocratique du Congo	1er novembre 1976 ^a	1er février 1977
République de Moldova	26 janvier 1993 ^a	^b
République dominicaine	4 janvier 1978 ^a	4 avril 1978
République populaire démocratique de Corée	14 septembre 1981 ^a	14 décembre 1981
République tchèque	22 février 1993 ^{c/}	1er janvier 1993
République-Unie de Tanzanie	11 juin 1976 ^a	11 septembre 1976
Roumanie	9 décembre 1974	23 mars 1976
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	20 mai 1976	20 août 1976
Rwanda	16 avril 1975 ^a	23 mars 1976

<u>État partie</u>	<u>Date de réception de l'instrument de ratification, d'adhésion ou de succession</u>	<u>Date d'entrée en vigueur</u>
Saint-Marin	18 octobre 1985 ^a	18 janvier 1986
Saint-Vincent-et-les Grenadines	9 novembre 1981 ^a	9 février 1982
Sénégal	13 février 1978	13 mai 1978
Seychelles	5 mai 1992 ^a	5 août 1992
Sierra Leone	23 août 1996 ^a	23 novembre 1996
Slovaquie	28 mai 1993 ^c	1er janvier 1993
Slovénie	6 juillet 1992 ^c	25 juin 1991
Somalie	24 janvier 1990 ^a	24 avril 1990
Soudan	18 mars 1986 ^a	18 juin 1986
Sri Lanka	11 juin 1980 ^a	11 septembre 1980
Suède	6 décembre 1971	23 mars 1976
Suisse	18 juin 1992 ^a	18 septembre 1992
Suriname	28 décembre 1976 ^a	28 mars 1977
Tadjikistan	4 janvier 1999	4 avril 1999
Tchad	9 juin 1995 ^a	9 septembre 1995
Thaïlande	29 octobre 1996 ^a	29 janvier 1997
Togo	24 mai 1984 ^a	24 août 1984
Trinité-et-Tobago	21 décembre 1978 ^a	21 mars 1979
Tunisie	18 mars 1969	23 mars 1976
Turkménistan	1er mai 1997 ^a	^b
Ukraine	12 novembre 1973	23 mars 1976
Uruguay	1er avril 1970	23 mars 1976
Venezuela	10 mai 1978	10 août 1978
Viet Nam	24 septembre 1982 ^a	24 décembre 1982
Yémen	9 février 1987 ^a	9 mai 1987
Yougoslavie	2 juin 1971	23 mars 1976
Zambie	10 avril 1984 ^a	10 juillet 1984
Zimbabwe	13 mai 1991 ^a	13 août 1991

Outre les États parties ci-dessus, le Pacte continue de s'appliquer à la Région administrative spéciale de Hong Kong, République populaire de Chine^e.

B. Premier Protocole facultatif (97)

<u>État partie</u>	<u>Date de réception de l'instrument de ratification, d'adhésion ou de succession</u>	<u>Date d'entrée en vigueur</u>
Algérie	12 septembre 1989 ^a	12 décembre 1989
Allemagne	25 août 1993	25 novembre 1993
Angola	10 janvier 1992 ^a	10 avril 1992
Argentine	8 août 1986 ^a	8 novembre 1986
Arménie	23 juin 1993	23 septembre 1993
Australie	25 septembre 1991 ^a	25 décembre 1991
Autriche	10 décembre 1987	10 mars 1988
Barbade	5 janvier 1973 ^a	23 mars 1976
Bélarus	30 septembre 1992 ^a	30 décembre 1992
Belgique	17 mai 1994 ^a	17 août 1994
Bénin	12 mars 1992 ^a	12 juin 1992
Bolivie	12 août 1982 ^a	12 novembre 1982
Bosnie-Herzégovine	1er mars 1995	1er juin 1995
Bulgarie	26 mars 1992 ^a	26 juin 1992
Burkina Faso	4 janvier 1999 ^a	4 avril 1999
Cameroun	27 juin 1984 ^a	27 septembre 1984
Canada	19 mai 1976 ^a	19 août 1976
Cap-Vert	19 mai 2000 ^a	19 août 2000
Chili	28 mai 1992 ^a	28 août 1992
Chypre	15 avril 1992	15 juillet 1992
Colombie	29 octobre 1969	23 mars 1976
Congo	5 octobre 1983 ^a	5 janvier 1984
Costa Rica	29 novembre 1968	23 mars 1976
Côte d'Ivoire	5 mars 1997	5 juin 1997
Croatie	12 octobre 1995	12 janvier 1996
Danemark	6 janvier 1972	23 mars 1976
El Salvador	6 juin 1995	6 septembre 1995
Équateur	6 mars 1969	23 mars 1976
Espagne	25 janvier 1985 ^a	25 avril 1985
Estonie	21 octobre 1991 ^a	21 janvier 1992

<u>État partie</u>	<u>Date de réception de l'instrument de ratification, d'adhésion ou de succession</u>	<u>Date d'entrée en vigueur</u>
Ex-République yougoslave de Macédoine	12 décembre 1994 ^a	12 mars 1995
Fédération de Russie	1er octobre 1991 ^a	1er janvier 1992
Finlande	19 août 1975	23 mars 1976
France	17 février 1984 ^a	17 mai 1984
Gambie	9 juin 1988 ^a	9 septembre 1988
Géorgie	3 mai 1994 ^a	3 août 1994
Ghana	7 septembre 2000	7 décembre 2000
Grèce	5 mai 1997 ^a	5 août 1997
Guinée	17 juin 1993	17 septembre 1993
Guinée équatoriale	25 septembre 1987 ^a	25 décembre 1987
Guyana ^f	10 mai 1993 ^a	10 août 1993
Hongrie	7 septembre 1988 ^a	7 décembre 1988
Irlande	8 décembre 1989	8 mars 1990
Islande	22 août 1979 ^a	22 novembre 1979
Italie	15 septembre 1978	15 décembre 1978
Jamahiriya arabe libyenne	16 mai 1989 ^a	16 août 1989
Kirghizistan	7 octobre 1994 ^a	7 janvier 1995
Lesotho	6 septembre 2000 ^a	6 décembre 2000
Lettonie	22 juin 1994 ^a	22 septembre 1994
Liechtenstein	10 décembre 1998 ^a	10 mars 1999
Lituanie	20 novembre 1991 ^a	20 février 1992
Luxembourg	18 août 1983 ^a	18 novembre 1983
Madagascar	21 juin 1971	23 mars 1976
Malawi	11 juin 1996	11 septembre 1996
Malte	13 septembre 1990 ^a	13 décembre 1990
Maurice	12 décembre 1973 ^a	23 mars 1976
Mongolie	16 avril 1991 ^a	16 juillet 1991
Namibie	28 novembre 1994 ^a	28 février 1995
Népal	14 mai 1991 ^a	14 août 1991
Nicaragua	12 mars 1980 ^a	12 juin 1980

<u>État partie</u>	<u>Date de réception de l'instrument de ratification, d'adhésion ou de succession</u>	<u>Date d'entrée en vigueur</u>
Niger	7 mars 1986 ^a	7 juin 1986
Norvège	13 septembre 1972	23 mars 1976
Nouvelle-Zélande	26 mai 1989 ^a	26 août 1989
Ouganda	14 novembre 1995	14 février 1996
Ouzbékistan	28 septembre 1995	28 décembre 1995
Panama	8 mars 1977	8 juin 1977
Paraguay	10 janvier 1995 ^a	10 avril 1995
Pays-Bas	11 décembre 1978	11 mars 1979
Pérou	3 octobre 1980	3 janvier 1981
Philippines	22 août 1989 ^a	22 novembre 1989
Pologne	7 novembre 1991 ^a	7 février 1992
Portugal	3 mai 1983	3 août 1983
République centrafricaine	8 mai 1981 ^a	8 août 1981
République de Corée	10 avril 1990 ^a	10 juillet 1990
République démocratique du Congo	1er novembre 1976 ^a	1er février 1977
République dominicaine	4 janvier 1978 ^a	4 avril 1978
République tchèque	22 février 1993 ^c	1er janvier 1993
Roumanie	20 juillet 1993 ^a	20 octobre 1993
Saint-Marin	18 octobre 1985 ^a	18 janvier 1986
Saint-Vincent-et-les Grenadines	9 novembre 1981 ^a	9 février 1982
Sénégal	13 février 1978	13 mai 1978
Seychelles	5 mai 1992 ^a	5 août 1992
Sierra Leone	23 août 1996 ^a	23 novembre 1996
Slovaquie	28 mai 1993 ^c	1er janvier 1993
Slovénie	16 juillet 1993 ^a	16 octobre 1993
Somalie	24 janvier 1990 ^a	24 avril 1990
Sri Lanka ^a	3 octobre 1997	3 janvier 1998
Suède	6 décembre 1971	23 mars 1976
Suriname	28 décembre 1976 ^a	28 mars 1977
Tadjikistan	4 janvier 1999 ^a	4 avril 1999
Tchad	9 juin 1995	9 septembre 1995
Togo	30 mars 1988 ^a	30 juin 1988
Turkménistan ^b	1er mai 1997 ^a	1er août 1997
Ukraine	25 juillet 1991 ^a	25 octobre 1991
Uruguay	1er avril 1970	23 mars 1976

<u>État partie</u>	<u>Date de réception de l'instrument de ratification, d'adhésion ou de succession</u>	<u>Date d'entrée en vigueur</u>
Venezuela	10 mai 1978	10 août 1978
Zambie	10 avril 1984 ^a	10 juillet 1984

C. Deuxième Protocole facultatif, relatif à l'abolition
de la peine de mort (44)

Allemagne	18 août 1992	18 novembre 1992
Australie	2 octobre 1990 ^a	11 juillet 1991
Autriche	2 mars 1993	2 juin 1993
Azerbaïdjan	22 janvier 1999 ^a	22 avril 1999
Belgique	8 décembre 1998	8 mars 1999
Bulgarie	10 août 1999	10 novembre 1999
Cap-Vert	19 mai 2000 ^a	19 août 2000
Chypre	10 septembre 1999 ^a	10 décembre 1999
Colombie	5 août 1997	5 novembre 1997
Costa Rica	5 juin 1998	5 septembre 1998
Croatie	12 octobre 1995	12 janvier 1996
Danemark	24 février 1994	24 mai 1994
Équateur	23 février 1993 ^a	23 mai 1993
Espagne	11 avril 1991	11 juillet 1991
Ex-République yougoslave de Macédoine	26 janvier 1995 ^a	26 avril 1995
Finlande	4 avril 1991	11 juillet 1991
Géorgie	22 mars 1999 ^a	22 juin 1999
Grèce	5 mai 1997 ^a	5 août 1997
Hongrie	24 février 1994 ^a	24 mai 1994
Irlande	18 juin 1993 ^a	18 septembre 1993
Islande	2 avril 1991	11 juillet 1991
Italie	14 février 1995	14 mai 1995
Liechtenstein	10 décembre 1998	10 mars 1999
Luxembourg	12 février 1992	12 mai 1992
Malte	29 décembre 1994	29 mars 1995

<u>État partie</u>	<u>Date de réception de l'instrument de ratification, d'adhésion ou de succession</u>	<u>Date d'entrée en vigueur</u>
Monaco	28 mars 2000 ^a	28 juin 2000
Mozambique	21 juillet 1993 ^a	21 octobre 1993
Namibie	28 novembre 1994 ^a	28 février 1995
Népal	4 mars 1998	4 juin 1998
Norvège	5 septembre 1991	5 décembre 1991
Nouvelle-Zélande	22 février 1990	11 juillet 1991
Panama	21 janvier 1993 ^a	21 avril 1993
Pays-Bas	26 mars 1991	11 juillet 1991
Portugal	17 octobre 1990	11 juillet 1991
Roumanie	27 février 1991	11 juillet 1991
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	10 décembre 1999	10 mars 2000
Seychelles	15 décembre 1994 ^a	15 mars 1995
Slovaquie	22 juin 1999 ^a	22 septembre 1999
Slovénie	10 mars 1994	10 juin 1994
Suède	11 mai 1990	11 juillet 1991
Suisse	16 juin 1994 ^a	16 septembre 1994
Turkménistan	11 janvier 2000 ^a	11 avril 2000
Uruguay	21 janvier 1993	21 avril 1993
Venezuela	22 février 1993	22 mai 1993

D. Déclaration prévue à l'article 41 du Pacte (47)

<u>État partie</u>	<u>Du</u>	<u>Valable</u> <u>Au</u>
Afrique du Sud	10 mars 1999	Durée indéfinie
Algérie	12 septembre 1989	Durée indéfinie
Allemagne	28 mars 1979	10 mai 2001
Argentine	8 août 1986	Durée indéfinie
Australie	28 janvier 1993	Durée indéfinie
Autriche	10 septembre 1978	Durée indéfinie
Bélarus	30 septembre 1992	Durée indéfinie
Belgique	5 mars 1987	Durée indéfinie
Bosnie-Herzégovine	6 mars 1992	Durée indéfinie
Bulgarie	12 mai 1993	Durée indéfinie

<u>État partie</u>	<u>Du</u>	<u>Valable</u>	<u>Au</u>
Canada	29 octobre 1979		Durée indéfinie
Chili	11 mars 1990		Durée indéfinie
Congo	7 juillet 1989		Durée indéfinie
Croatie	12 octobre 1995		Durée indéfinie
Danemark	23 mars 1976		Durée indéfinie
Équateur	24 août 1984		Durée indéfinie
Espagne	25 janvier 1985		Durée indéfinie
États-Unis d'Amérique	8 septembre 1992		Durée indéfinie
Fédération de Russie	1er octobre 1991		Durée indéfinie
Finlande	19 août 1975		Durée indéfinie
Gambie	9 juin 1988		Durée indéfinie
Guyana	10 mai 1993		Durée indéfinie
Hongrie	7 septembre 1988		Durée indéfinie
Irlande	8 décembre 1989		Durée indéfinie
Islande	22 août 1979		Durée indéfinie
Italie	15 septembre 1978		Durée indéfinie
Liechtenstein	10 mars 1999		Durée indéfinie
Luxembourg	18 août 1983		Durée indéfinie
Malte	13 septembre 1990		Durée indéfinie
Nouvelle-Zélande	28 décembre 1978		Durée indéfinie
Norvège	23 mars 1976		Durée indéfinie
Pays-Bas	11 décembre 1978		Durée indéfinie
Pérou	9 avril 1984		Durée indéfinie
Philippines	23 octobre 1986		Durée indéfinie
Pologne	25 septembre 1990		Durée indéfinie
République de Corée	10 avril 1990		Durée indéfinie
République tchèque	1er janvier 1993		Durée indéfinie
Royaume-Uni de Grande-Bretagne	20 mai 1976		Durée indéfinie
Sénégal	5 janvier 1981		Durée indéfinie
Slovaquie	1er janvier 1993		Durée indéfinie
Slovénie	6 juillet 1992		Durée indéfinie
Sri Lanka	11 juin 1980		Durée indéfinie
Suède	23 mars 1976		Durée indéfinie
Suisse	18 septembre 1992		18 septembre 2002
Tunisie	24 juin 1993		Durée indéfinie
Ukraine	28 juillet 1992		Durée indéfinie
Zimbabwe	20 août 1991		Durée indéfinie

Notes

^a Adhésion.

^b De l'avis du Comité, la date de l'entrée en vigueur est celle à laquelle l'État est devenu indépendant.

^c Succession.

^d Il n'a pas été reçu de déclaration de succession, mais les personnes se trouvant sur le territoire de l'État qui faisait partie d'un ancien État partie du Pacte continuent d'avoir droit aux garanties prévues dans le Pacte, conformément à la jurisprudence constante du Comité (voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-neuvième session, Supplément No 40 (A/49/40)*, vol. I, par. 48 et 49).

^e Pour des précisions sur l'application du Pacte à Hong Kong, Région administrative spéciale de la République populaire de Chine, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante et unième session, Supplément No 40 (A/51/40)*, chap. V, sect. B, par. 78 à 85.

^f Le Guyana a dénoncé le Protocole facultatif le 5 janvier 1999 et y a adhéré de nouveau le même jour, en émettant des réserves, avec effet au 5 avril 1999.
